

# Des millions et des hommes

**SION 2026** Massive et incontournable, la campagne de candidature des JO implique une centaine de personnalités et plusieurs dizaines de millions. Qui paie pour tout ça et qui fait quoi? Plongée au cœur des comités et de leur trésorerie.

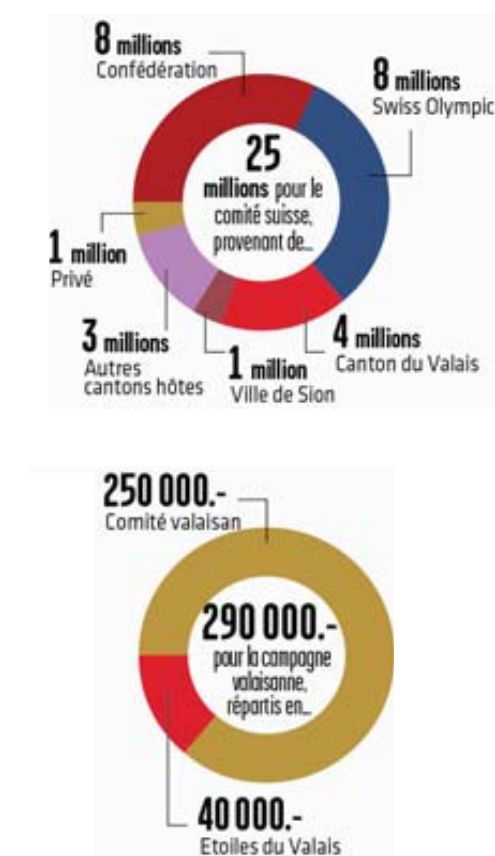
PAR STEPHANIE.GERMANIER@LENOUVELLISTE.CH

Ils en font beaucoup. Enormément. Passionnément. Les pouvoirs politiques, privés, Swiss Olympic et tous les partisans des Jeux au cœur des Alpes. Depuis l'an dernier, la campagne en faveur de Sion 2026 monte en puissance. Les comités se multiplient, les budgets s'arrondissent et les partisans des Jeux en Suisse se donnent les moyens de leur ambition planétaire. Des moyens qui interpellent les Valaisans, qui ne s'envisagent pour l'instant et parfois que comme des citoyens payeurs. A tort d'ailleurs, puisque jusqu'au 10 juin, seul l'argent mis à disposition par Swiss Olympic (8 millions) et par les privés (1 million) est injecté dans les campagnes suisse et valaisanne. S'il est impossible de dire combien aura coûté la première phase au 10 juin, il est par contre certain que ce n'est pas l'argent du contribuable qui aura été engagé. «Que ce soit oui ou non le 10 juin, nous n'aurons pas dépensé un seul centime d'argent public dans cette campagne», confirme d'ailleurs Pierre-Alain Cardinaux, directeur des finances de l'Association suisse à la tête d'un budget de 25 millions (lire ci-dessous).

## Plusieurs comités en route

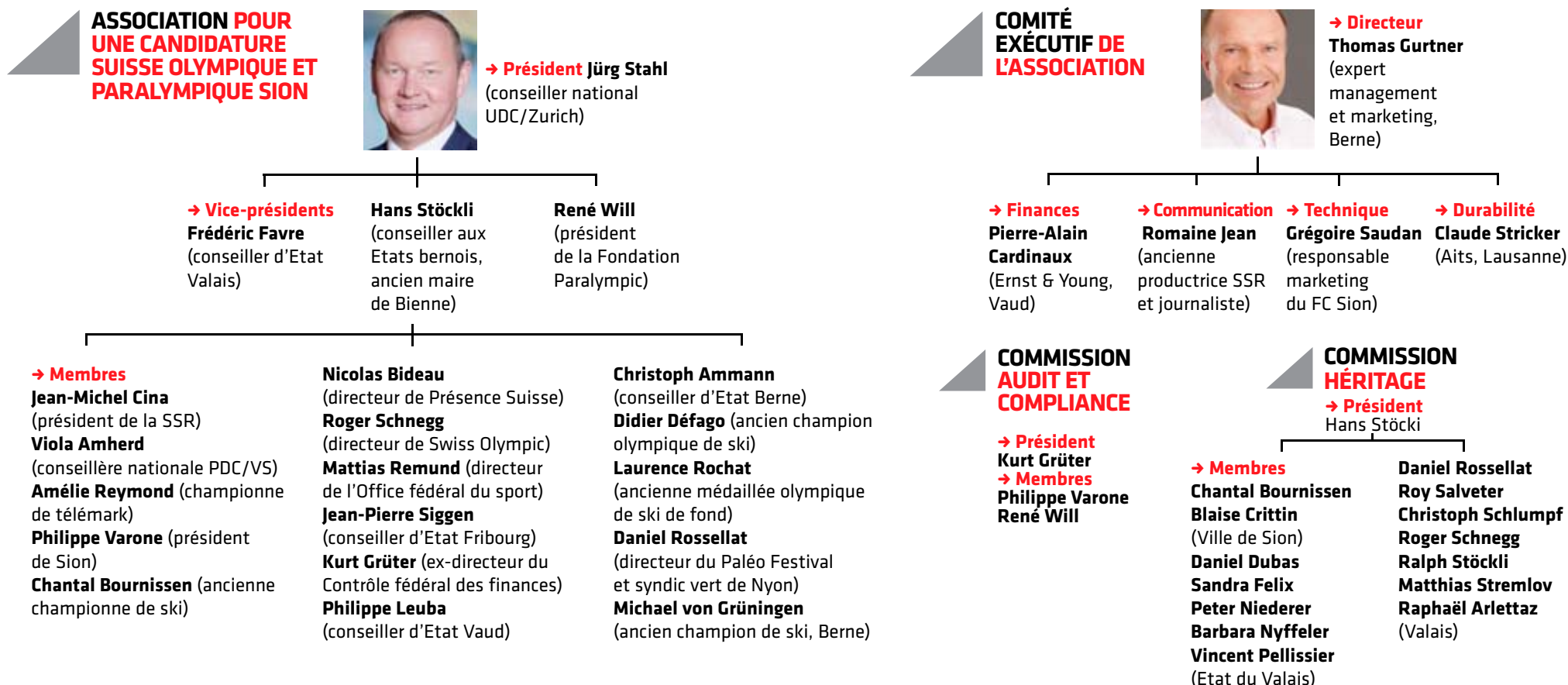
Après le qui paie quoi, le citoyen se demande aussi qui fait quoi. Plusieurs comités cohabitent aujourd'hui dans cette phase de candidature. En plus de «l'Association pour une candidature suisse olympique et paralympique Sion 2026» qui est née sur le plan national, un comité valaisan piloté par la Chambre de commerce et de l'industrie a vu le jour, ainsi que l'association Les Etoiles du Valais. Une délégation de l'Etat du Valais et une autre de la Ville de Sion viennent s'ajouter à l'organigramme. Enfin, l'initiative privée de Christian Constantin avec son livre tous ménages complète le tableau. Jusqu'au 10 juin, date de la votation populaire

valaisanne, il faudra compter avec cette organisation multicéphale. Mais quel que soit le résultat des urnes, on sait d'ores et déjà que le comité valaisan sera dissous. En cas de non, la campagne s'arrête. En cas de oui, ces comités dits de candidature se transformeront, à terme, en un nouveau comité d'organisation, le fameux COJO. A l'heure où les opposants au Jeux olympiques commencent à s'organiser – le PSVr, Rassemblement citoyen et Entremont autrement viennent de formaliser leur comité – la campagne semble plus que disproportionnée. Du côté des autres anti-Jeux, on en est encore aux conciliations, tant il est difficile de rapprocher les circonspects de droite et ceux de gauche ainsi que les défenseurs de la nature. Reste que les milieux de protection de l'environnement et les Verts lanceront, de leur côté et très prochainement, leur campagne d'affichage, mais celle-ci fera difficilement le poids. «Nous avons un budget de quelques dizaines de milliers de francs pour une campagne et des affiches en format mondial qui seront surtout dispersées en ville de Sion», confirme Marie-Thérèse Sangra, du WWF Valais. Alors pour l'instant, le débat



se mène surtout dans les communes qui mettent à disposition leurs infrastructures et mobilisent les associations locales. Et autour du zinc où les déclarations à l'emporte-pièce vont bon train sur le gigantisme des moyens engagés dans ce projet, tant en termes de millions que des forces vives qui, au sein des pouvoirs publics, dépensent du temps qu'ils ne passent pas ailleurs en attendant le scrutin.

## CÔTÉ SUISSE



## L'Association pour une candidature suisse olympique et paralympique Sion 2026

Mise sur pied en octobre 2017 après que le Conseil fédéral a donné son cautionnement à Sion 2026, cette association installée à l'Espace Création à Sion et inscrite à la Fédération des entreprises romandes (FER) section Valais devra durer jusqu'en octobre 2019, date à laquelle le CIO décidera de la ville hôte. A cette date, ce comité de candidature se transformera en comité d'organisation. Le comité de l'association compte une vingtaine de personnalités issues des cantons hôtes, de Swiss Olympic

et de l'administration fédérale. Il est dirigé par un bureau directeur et exécutif de cinq personnes et de cinq autres collaborateurs, tous salariés. Si c'est oui le 10 juin à Sion, une vingtaine de personnes supplémentaires seront engagées pour la suite. Pour cette période de deux ans, l'association est au bénéfice d'un crédit de campagne de 25 millions de francs. Huit millions viennent de Swiss Olympic, 8 millions de la Confédération, 4 millions du canton du Valais, 3 millions des autres can-

tons hôtes, 1 million de la Ville de Sion et 1 million est issu de fonds privés. Seules les parts de Swiss Olympic et celle privée sont mise à contribution pour la phase de campagne qui court jusqu'au 10 juin et non celles des pouvoirs publics. Dans le détail, sur les 25 millions, 9 millions sont dévolus aux frais généraux (locaux, informatique, assurances, frais de déplacement...). Ce budget englobe aussi les salaires et les défraiements. Le président Jürg Stahl reçoit ainsi un montant de

120 000 francs (frais compris) et le vice-président Hans Stöckli, 90 000 francs (frais compris) par an, et au pro rata si tout s'arrête le 10 juin. La vingtaine de personnes du comité sont elles défrayées à hauteur de 500 francs la séance, tout comme les trois membres de la commission Audit et Conformité – son président Kurt Grüter reçoit par exemple 2000 francs pour l'année – et les 17 membres de la commission Héritage qui doivent nourrir des projets de développement durable. Héritage s'est vu attribuer un

budget de 2,4 millions de francs dans cette phase de campagne. Les autres postes du budget : 7 millions pour la campagne suisse (matériel, affiches, événements, etc.), 2,5 millions pour la campagne internationale (par exemple, la présence d'une délégation suisse aux JO de PyeongChang, dossiers techniques à présenter hors du pays, etc.), 1,7 million va dans le Game Concept (travail sur les sites, les relations avec les communes, la préparation des contrats et les dossiers...), 2 millions sont enfin budgétisés au rang de réserve.